

écco



EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à Bonn, Juin 2009.

Finance : Pas d'argent, pas d'accord !

Dans de nombreuses cultures, parler d'argent est tabou. Mais avez vous remarqué que généralement, les plus pauvres ont moins de difficultés à en parler tandis que les plus riches gardent le silence ? C'est peut être la raison pour laquelle les ministres des finances de l'Union européenne (UE) n'ont toujours pas été capables de prendre une décision claire sur les engagements en matière de financement de lutte contre le changement climatique. Cela changera-t-il la semaine prochaine à Luxembourg ?

Un peu d'histoire : vous vous rappelez sans doute qu'en mars cette année, l'UE avait décidé de soutenir à la fois la proposition norvégienne et la proposition mexicaine (ou, autre option, un mélange des deux). Mais elle avait échoué à chiffrer le niveau de financement nécessaire pour les pays en développement. Et alors que ceux-ci ont inclus dans le texte du LCA des chiffres précis sur l'adaptation et l'atténuation, l'UE reste silencieuse.

Ces dernières semaines ont été intenses pour l'UE. Les ministres des finances ont mandaté un groupe d'experts pour travailler sur ce sujet. Ce groupe a abordé le niveau des besoins, les aspects institutionnels, la part de financement public et privé, le niveau de contribution de chaque Etat

membre, les mécanismes de levée des fonds, etc.

Vu le retard pris la dernière fois et le travail de ce groupe d'expert, ECO espère que l'UE va cette fois-ci revenir à la table des négociations avec de vraies propositions. Les questions financières sont tabou depuis trop longtemps ! Et comme l'a rappelé le Commissaire Dimas, à Copenhague l'équation est simple : « pas d'argent, pas d'accord ».

Pourtant les signes qu'envoie Bruxelles ne sont pas rassurants. Sans entrer dans les détails, ECO appelle l'ensemble des délégués européens à rester unis ! Envoyons tous le même message aux capitales européennes : sans un cadre rigoureux pour le financement, des propositions fortes pour collecter les fonds et une position cohérente sur le niveau des financements nécessaires, notre travail ici ne sera qu'une perte de temps !



Adaptation : Avez-vous fait vos devoirs ?

Il y a six semaines, à la fin de la session de Bonn I, ECO avait renvoyé les délégués chez eux avec des devoirs à faire ! Nous voilà de retour pour Bonn II ! Alors, les devoirs ont-ils été faits ?

Commençons par les pays en développement. ECO leur avait demandé de donner des exemples de politiques nationales d'adaptation qui garantissent la bonne utilisation des financements pour l'adaptation et une prise en considération particulière des groupes et des écosystèmes les plus vulnérables. Et ECO est heureux de constater que de nombreux pays en développement, comme le Groupe Africain et les pays d'Amérique Centrale, ont fait leurs devoirs en démontrant la nécessité d'axer les mesures d'adaptation sur les communautés les plus vulnérables et les écosystèmes les plus menacés. L'Afrique du Sud a proposé un groupe de coordination national sur les changements climatiques, ce qui peut s'avérer une bonne idée si la participation de la société civile et notamment des populations les plus vulnérables est garantie. Cela ressemble de près au fonctionnement du fonds global pour lutter contre le SIDA, la malaria et la tuberculose.

Concernant les pays industrialisés, ECO leur avait demandé de revenir à Bonn avec un mandat clair pour négocier sur les 50 milliards de dollars nécessaires au financement de l'adaptation. Cela bien sûr en supplément de l'aide publique au développement, pour laquelle ils ne se sont toujours pas acquittés de leurs engagements. Malheureusement, les différentes soumissions témoignent du peu de sérieux des pays industrialisés sur cette question.

ECO avait aussi interrogé les pays industrialisés sur les mécanismes institutionnels pour l'adaptation.

(Suite page 2, col 3)

Texte LCA : Il manque des éléments sur l'atténuation !

ECO considère que certains éléments manquent dans le texte de négociations du LCA. Voici une session de rattrapage pour les délégués :

- Maintenant qu'il a été demandé aux pays en développement de proposer des plans d'actions sobres en carbone, **il serait peut-être temps que les pays industrialisés communiquent** les leurs, c'est-à-dire **des politiques leur permettant d'arriver à une décarbonisation de leurs économies en 2050** et incluant les politiques et mesures pour y parvenir ;

- Les pays industrialisés doivent également proposer **un plan détaillé relatif à leur soutien mesurable, vérifiable et reportable aux pays en développement** sous la forme de financements, de technologies et de renforcement des capacités. Le mécanisme de contrôle et de respect des engagements doit

être suffisamment robuste pour permettre de s'assurer que les pays industrialisés s'acquittent bien de leurs obligations de soutien aux pays en développement ;

- **La double comptabilisation des réductions d'émissions doit être évitée.** Les pays industrialisés ont une double obligation: de réduction de leurs émissions sur leur territoire (avec un accès strictement limité à des crédits de compensation de très haute qualité) ET de soutien aux actions d'atténuation appropriées des pays en développement. Arrêtez donc de tout mélanger !

- Pour finir, **une révision, basée sur la science, est nécessaire en 2014** afin de prendre en considération le cinquième rapport du GIEC et d'ajuster suffisamment tôt les objectifs au cours de la seconde période pour aller de l'avant.

Monsieur le Ministre ASO, soyez un héros !

Le 2 juin, une publicité parue dans le Nikkei, principal quotidien économique japonais, décrivait le Premier Ministre japonais M. ASO tel un robot à l'assaut des deux monstres que sont le changement climatique et la récession.

La publicité appelait M. ASO à dégainer son arme la plus puissante, un objectif de réduction de 25%, pour mettre K.O. ces monstres. Comme tout le monde sait que M. ASO est un grand fan des mangas, la publicité était mise en forme dans ce style, pour être sûr qu'il ne passe pas à côté.

Cette publicité indiquait que selon un nouveau sondage, les citoyens japonais étaient en faveur de l'adoption, par leur Gouvernement, d'un objectif de réduction des émissions 25% ou plus pour 2020. Ce sondage, mené par la Greenberg Quinlan Rosner qui jouit d'une renommée internationale, montre que plus de 63% des citoyens japonais sont en faveur d'un objectif de réduction des émissions du Japon de 25% ou plus en 2020, par rapport à 1990. 62% considèrent que le Gouvernement de M. ASO n'en fait pas assez pour lutter contre le changement climatique et 61% pensent qu'un objectif ambitieux de réduction des émissions japonaises en 2020 sera bénéfique pour l'économie.

Malgré ça, M. ASO continue de considérer six scénarios différents de réduction des émissions du Japon pour 2020, qui vont d'un objectif d'augmentation des émissions japonaises de 4% (!?) à un objectif de réduction de 25%, celui-ci étant soutenu par le principal parti de l'opposition.

ECO le répète encore une fois : le GIEC dans son quatrième rapport indique que pour éviter un réchauffement de plus de 2°C et donc un changement climatique catastrophique, les pays industrialisés dont le Japon, doivent réduire de 25% à 40% leurs émissions pour 2020, par rapport à 1990. Les récentes données scientifiques quant à elles montrent que même une réduction des émissions de l'ordre de 40% ne serait pas suffisante.

Dès lors, si M. ASO opte pour l'objectif le plus faible parmi les six scénarios, ce sera dans l'unique but de satisfaire les intérêts des industriels japonais. Il doit décider début juin de l'objectif de réduction du Japon. Si le Premier Ministre japonais rêve de devenir un héros de manga, il doit choisir l'objectif de réduction de 25% ou plus pour 2020 et laisser tomber toutes les autres options.

La publicité en question est accessible sur le site suivant :

www.avaaz.org/japan_climate_poll

(Adaptation, suite de la page 1)

ECO se demande si la réforme des institutions financières comme le FEM ou la Banque Mondiale ne devrait pas intervenir parallèlement aux discussions sur la création de nouveaux mécanismes. La Banque Mondiale continue à être l'un des plus grands bailleurs du changement climatique et les résultats du FEM pour les pays les moins avancés sont très insuffisants. Prétendre que la création de nouvelles institutions prend du temps et engendre des coûts de transaction n'est pas suffisant. Même si le fonds pour l'Adaptation doit encore faire ses preuves, il répond au moins aux principes de base que sont l'accès direct et une représentation équitable des différents pays.

ECO avait aussi demandé aux pays industrialisés de revenir avec un engagement ferme sur les 2 milliards de dollars manquant pour financer les PANAs. ECO a entendu des rumeurs selon lesquelles le G8 discuterait des PANAs et les Etats-Unis auraient décidé de contribuer au fonds pour les PMA. Mais assez de rumeurs ! La promesse de financement des PANAs date maintenant de plus de huit ans ! Ce n'est pas la solution de l'accord de Copenhague sur l'adaptation mais une condition indispensable pour aborder de manière plus large le financement de l'adaptation. Sans cela, comment les pays industrialisés peuvent-ils prétendre qu'ils prennent au sérieux la question de l'adaptation ?

The People Call for 25% Target

Two great enemies, climate change and the recession, are menacing the people of Japan - and all of great Earth. And, the leader of Japan, has called on the Japanese people to address this.

A new poll shows that 63% of the Japanese people want Aso to attack the two enemies with his strongest weapon: a 25% or greater cut in carbon emissions by 2020, the target that scientists say is necessary to prevent a global climate catastrophe. And a majority of Japanese believe that such a cut will help fight both climate change and the recession at the same time by saving resources, efficiency and creating jobs in the green sector.

But pollsters believe that Aso has to be strong enough to defeat both the enemies - that he should not waver. In the eyes of 'industry', these villains have gained the ear of Aso's advisors and have been allowed to diminish Aso's increasingly open public consultation process. It's time citizens have their say. Japan will fall behind other countries in global leadership on energy efficiency and climate action and will be punished by the high cost of recession and climate change.

Aso has just a few days left to make the decision. The people want Japan to lead, the world needs Japan to lead. Will you lead?

JAPAN'S EMISSIONS OVER TIME

SECRET INFORMATION

Although Japan is a world leader in energy efficiency, it has continued to increase carbon emissions since 1990, leading to climate catastrophe.

The Green Group published the global poll in order to pressure the Aso cabinet to an average of 25% of GDP. Polling to cut emissions 25% or more by 2020.

The majority of the respondents wanted that the effect of 'recession' from their own work efficiency.

ENVIRONMENTAL PLAN OF ASO

ASO has set a 25% target for 2020, but has not committed to a 25% or greater cut in emissions by 2020. He has set a 25% target for 2020, but has not committed to a 25% or greater cut in emissions by 2020.

AVAAZ.ORG

tck tck tck
time per climate justice

Fossile du Jour

1e place : Argentine et Royaume-Uni

L'Argentine a contesté la prise en compte des îles malouines au sein de la communication nationale du Royaume Uni, et ce, pour des questions de souveraineté. Le Royaume Uni a répondu que les émissions des îles Falkland étaient incluses depuis que la question de la souveraineté ne faisait plus aucun doute.

2e place : Union européenne

Pour avoir demandé des explications quant aux concepts « véritablement compliqués » de la responsabilité historique et de l'espace atmosphérique, lors du groupe de contact sur l'ampleur des réductions des émissions des pays de l'Annexe 1.

Remerciements

Le Réseau Action Climat-France remercie le Ministère français de l'écologie (MEEDDAT) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : D. Vandaele, M. Créach, B. Faraco et l'équipe de ECO anglais.

ECO français est disponible sur : www.rac-f.org